



CTL du 29 janvier 2021 DÉCLARATION INTERSYNDICALE

NON aux suppressions d'emplois et au NRP !
NON à la casse du service public fiscal, comptable et foncier !

Monsieur le Président,

Tout d'abord, permettez-nous de revenir sur la tenue de ce CTL.

Alors que depuis presque un an, nous ne cessons de nous adapter au contexte et préconisations sanitaires.

Alors qu'un plan massif de dotation d'ordinateurs portable est déployé auprès des agents des finances publiques.

Alors qu'au niveau national, les organisations syndicales ont bénéficié de ce déploiement, force est de constater qu'il a fallu l'émergence d'une fausse bonne idée pour que vous vous rendiez compte que les organisations syndicales locales ont été « oubliées » dans ce déploiement !

Le prêt en urgence d'un PC ne suffira pas. Nous demandons une dotation conséquente afin de permettre à chaque militant de pouvoir exercer ses mandats.

Mais revenons à ce qui nous réunit aujourd'hui. En ce début d'année, les vœux ont, une fois encore, un goût plus qu'amer.

Depuis la mi-mars 2020, les agents de la DGFIP n'ont eu de cesse, comme toujours, d'accomplir avec professionnalisme et un engagement sans faille leurs missions de service public. Pendant cette période, et au-delà des beaux discours des Ministres et du Directeur Général, c'est en réalité par l'austérité budgétaire que les agents de la DGFIP ont été remerciés de leurs efforts, au travers de l'amputation de leurs jours de congés, du versement d'une prime pour quelques-uns en toute opacité et de la diminution de leurs possibilités de promotion.

Au chapitre de l'austérité budgétaire, ce comité technique décline aujourd'hui localement l'impact des 4 213 suppressions d'emplois pour la Fonction Publique d'État dont 1 800 à la DGFIP avec, pour notre département, 41 nouvelles suppressions d'emplois qui manqueront cruellement pour l'exercice des missions.

Pour Solidaires, FO et la CGT, c'est NON !

TOUS LES SERVICES SONT EXSANGUES !

Voilà la triste réalité du contrat d'objectifs et de moyens cher au Directeur Général qui, comme ses prédécesseurs, condamne notre administration à la peine perpétuelle des suppressions de postes.

Pour couronner le tout, et comme si de rien n'était, la technostructure a poursuivi en 2020 l'avancement de son projet NRP. Cela se traduit en ce début d'année 2021 par la fermeture de 10 Trésoreries et entraîne par voie de conséquences, la concentration de services et de personnels au sein de 3 Services de Gestion Comptable. Le service public rendu aux usagers s'en trouve fortement dégradé, quoiqu'en disent les directions !

Car quelle place est donnée aux usagers dans tout ça ? Pseudos-points de contact, paiements de proximité chez les buralistes, déclaration sur Internet, tout est fait pour éloigner l'utilisateur du VRAI service public que nous nous devons de lui rendre et qui donne tout son sens à notre métier.

Mais ces fermetures de service ne sont que la 1ère vague du tsunami de grands projets imaginés par nos grands penseurs !

Un exemple parmi d'autres : la Mission France Recouvrement (MFR) propose des questionnaires rémunérés à 8000 entreprises afin de recueillir leur avis sur un portail unique de recouvrement URSSAF DOUANES - DGFIP. Quand le PAS entrera en phase de stabilisation, quand la TH aura disparu et que le paiement de proximité sera généralisé dans les bureaux de tabac, que restera-t-il alors de nos SIP ?

Par ailleurs, les SIE ne seront pas non plus épargnés, vidés de leur substance par la création de divers centres spécialisés !

Il est vrai que pour la DG, même pendant la crise sanitaire, il n'y a pas de plus grande urgence que de mettre en place ses réformes mortifères.

Mobilisés à l'occasion de la première convocation de ce CTL, les agents de la DDFIP du Var avec leurs organisations Solidaires-FO-CGT réitèrent leur opposition au NRP. Ils exigent le RETRAIT immédiat de ce projet hors sol qui, sous couvert de renforcer la proximité, va supprimer 1 000 implantations de la DGFIP dans les territoires.

Localement, et depuis de nombreuses années, le 1^{er} CTL est consacré uniquement au PLF, pardon, aux suppressions d'emplois !

En 2021, vous décidez d'y adjoindre un ordre du jour fourre-tout comportant des points essentiels comme l'accueil à la DGFIP.

Ce type de CTL représente à nos yeux une caricature du dialogue social : accumulation de sujets lourds, juste afin de montrer votre volonté de tenir les instances. Mais dans les faits, les sujets tels que les emplois et l'accueil peuvent s'avérer chronophages si l'on veut réellement en discuter !

Votre habituelle absence de présentation verbale des sujets, justifiée selon vous par notre lecture des documents préparatoires, sera sans doute encore source de "gain de temps", mais ne comptez pas sur nous pour mener ce type de débats tambour battant !

Aussi, pour les prochaines années, nous demandons à ce que ce CTL revienne au format jusqu'ici pratiqué où l'ordre du jour ne comporte que la partie emploi.

Alors que depuis des années, nous demandons la convocation d'un CTL sur l'accueil, vous mettez à l'ordre du jour « la stratégie de la relation aux usagers », uniquement basée sur les considérants de la DG, DG qui n'a eu de cesse, avec votre concours, de démanteler cette mission de service public.

Aujourd'hui, la voie royale est à l'accueil téléphonique forcené et, pour les plus chanceux, à l'accueil sur RDV !

Côté usagers, vos chers "clients", ce que tout le monde sait aujourd'hui est qu'il est de plus en plus difficile de prendre contact avec un service des finances publiques, et souvent (mais cela ils l'ignorent) pour des raisons matérielles.

Centres de contact peu efficaces, E-contact en rade, autocomms obsolètes, boucles téléphoniques souvent fantaisistes sont le lot commun d'équipes de plus en plus réduites, aux conditions de vie au travail de plus en plus difficiles, qui voient leurs charges de travail mécaniquement augmenter.

Le service de l'enregistrement du SPFE de Toulon en fait l'amer constat ! Porte d'entrée usager fermée, lignes téléphoniques saturées, APRV non adapté à cette mission, les agents sont à bout ! Ils exigent des moyens nécessaires au bon accomplissement de leur mission d'accueil. Ils revendiquent le retour à une réception au fil de l'eau. Ils souhaitent une réponse immédiate.

Plus globalement, des mécontentements s'expriment sur ce qu'est aujourd'hui la mission accueil à la DGFIP. Solidaires, FO et la CGT exigent donc la convocation d'un CTL sur ce point.

Dans la même "stratégie", alors même que la fusion des SPF Dracénois révèle une situation tellement catastrophique que vous détachez des agents d'autres services sur le SPFE, vous programmez celle des SPF de Toulon pour le 4 mars 2021. Alors que vous vous réjouissiez sur Ulysse de la réussite de la fusion dracénoise, les agents étaient, eux, dans la plus grande souffrance, ce qui nous a conduit à déposer un droit d'alerte.

NOUS NE VIVONS DÉCIDÉMENT PAS DANS LE MÊME MONDE !

Le CHSCT a dû diligenter une enquête et nous espérons que les conclusions tirées aboutiront à améliorer le sort des personnels.

Alors que la prudence devrait être de mise, la fusion toulonnaise est imposée à marche forcée, sous la pression et sans soutien. Les SPF Toulonnais n'auront que de manière symbolique pu bénéficier du renfort de la BNIPF avant fusion.

Par conséquent, pour Solidaires, FO et La CGT, ce sera NON !

Et que dire de la mise en œuvre départementale des vingt-trois mesures gouvernementales de soutien aux entreprises...Le fort taux de rejet automatique lié aux défaillances des applicatifs ont généré un surcroît de travail que les agents des SIE tentent d'absorber, mais votre cadeau de fin d'année que constitue la restructuration des SIE du bassin toulonnais risque de laisser du monde sur le carreau !

Le cumul des suppressions d'emploi et des restructurations, ajouté à la pandémie, est une pure folie et risque bien de devenir explosif.

Explosif pour le service public républicain, toujours plus mis à mal par les restructurations, et les suppressions d'emplois.

Explosif pour l'exercice de nos missions, toujours plus éloigné de nos usagers et de nos partenaires.

Explosif pour les services où l'ambiance se dégrade et où les tensions augmentent de manière exponentielle.

Explosif pour les collègues qui n'ont aucune certitude concernant l'avenir.

Nous demandons l'annexion de cette déclaration au PV de cette séance.